

BULLETIN INTÉRIEUR

V° CONGRES DU P A R T I C O M M U N I S T E I N T E R N A T I O N A L I S T E
(SECTION FRANCAISE DE LA IV°INTERNATIONALE)

S O M M A I R E

- 1) Réponse aux amendements Houdon, par MARIN
- 2) Note du BUREAU POLITIQUE sur la tendance Gallienne
- 3) Résolution de la cellule de CLICHY

REPONSE AUX AMENDEMENTS HOUDON. — Quelques camarades de la Région Parisienne proposent des "amendements" au texte de la majorité du C.C. Précisons rapidement notre appréciation sur ces "amendements"

HOUDON PRECISE"

Pour Houdon et ses camarades, notre appréciation fondamentale de la période concrétisée dans la formule "La crise révolutionnaire ouverte par la guerre continue" est "vague" et "schématisée". Sous prétexte de préciser, de "combler les lacunes", ils donnent (I) une autre définition que la nôtre. Si c'est conscient, c'est une malhonnête honteuse, si c'est inconscient, nous devons être inquiets quant au sens politique de ces camarades.

~~XXXXXXXXXX~~

Notre appréciation sur la crise révolutionnaire n'est ni "vague" ni schématisée". Qu'avons-nous dit ? Reportons-nous au texte du précédent Congrès.

3 Sur le plan économique (Page 2)

"L'économie mondiale continue à souffrir des conséquences de la guerre qui a détruit des forces productives énormes et disloqué son unité. La puissance hypertrophique de l'impérialisme américain et son expansion aggravent le déséquilibre du reste du monde capitaliste. Il n'y a pas encore restauration de l'unité du marché mondial et le commerce mondial reste en volume approximativement au niveau de la moitié de celui de 1938 cependant déjà extrêmement contracté. Ni les pays européens, ni les pays coloniaux et semi-coloniaux n'ont encore pu restaurer leur agriculture et leur industrie dans l'état d'avant guerre..."

"Sur le plan économique et social" (pages 3-4)

(I) amendement N° 3 sur "La situation internationale"

"Nulle part en Europe et même en Grèce où la guerre civile continue, la bourgeoisie n'a été capable d'instaurer un régime stable et de battre de façon décisive le prolétariat".

... "Le caractère d'équilibre instable dans lequel se trouve encore la bourgeoisie de l'Europe occidentale se manifeste aussi par le fait qu'alors que toute sa situation réclame plus impérieusement que jamais un régime fort elle est encore obligée de gouverner avec des moyens parlementaires en s'appuyant sur les partis ouvriers, et principalement au stade actuel, sur la social-démocratie qui, loin de se consolider, s'use davantage au profit partiellement du parti communiste".

De ces constatations, nous tirons l'appréciation suivante de la période (page I)

"Nous avons assisté à une série de variations dans la lutte des classes, de montées et de reculs de la combativité ouvrière, de radicalisation et de dépression. Cette évolution non rectiligne, mais en ligne brisée est un caractère général des périodes objectivement révolutionnaires sur le fond desquelles se greffent des étapes de montées (situation pré-révolutionnaire et situation révolutionnaire) pouvant se changer en période de reculs et même de contre-révolution si le Parti révolutionnaire se montre en définitive incapable d'exploiter les moments favorables".

De là, nous tirons les conséquences suivantes fondamentales pour notre stratégie et notre ligne politique (page I)

"Une telle période implique par sa nature la mise en avant de notre programme transitoire dans sa totalité ; les luttes économiques lorsqu'elles s'élargissent, posent inévitablement des problèmes politiques et sociaux ; dans leurs cours les masses acquièrent une expérience qui permet la construction du Parti révolutionnaire".
C'est juste ou c'est faux, mais ce n'est pas "vague".

Mais, pour Houdon, et ses camarades, "Les sources des situations révolutionnaires plus particulièrement en Europe résident moins dans les conséquences de la guerre que dans l'évolution des rapports entre l'URSS et les USA".

Cela n'est pas une précision", c'est une erreur. Et fondamentale.

Est-ce que nous pensons que l'état des rapports entre l'URSS et les USA est sans conséquences sur la situation française : par exemple. Nullement, les conséquences sont multiples : politique des partis qui expriment en France les intérêts des deux camps, situation économique (aide américaine) forme des mouvements ouvriers (le PCF condamne, tolère ou impulse les grèves) etc. Mais pour nous ces conséquences viennent se surajouter, tout en la modifiant, à la situation fondamentale. Pour prendre des exemples : les grèves de Nov. Décembre sont fondamentalement provoquées par la situation faite aux masses ouvrières par une bourgeoisie à qui sa situation, économique ne permet pas de sérieuses concessions. Si le PCF avait eu une autre politique, la forme de ces grèves et leurs conclusions auraient été autres. Mais même le PCF freinant, elles auraient eu lieu. La situation économique obligeait le prolétariat à combattre. L'évolution de la petite bourgeoisie vers le gaullisme est bien plus déterminé par la situation générale de la France que par les conséquences du conflit URSS-USA.

Houdon a retiré de la circulation la comparaison avec la "2ème décennie" dont parlait Trotsky, celle des années 25-28. Trotsky voyait alors comme élément déterminant les rapports internationaux notamment les rapports "Europe et Amérique". Mais ceci se passait dans un monde capitaliste ayant retrouvé sa stabilité et infligé des défaites sanglantes au mouvement ouvrier. Houdon a enlevé la comparaison, mais a laissé le contenu.

Il ne s'agit pas là d'une querelle de mots. Si Houdon était logique avec lui-même (mais malheureusement ou heureusement il ne l'est à peu près jamais dans ses "amendements") il devrait tirer des conclusions fondamentalement différentes des nôtres. C'est ce que faisaient les droitiers qui, analysant la situation différemment de nous, en tiraient normalement des conclusions différentes des nôtres sur, par exemple, le rapport entre l'évolution de la conjoncture économique et celle des grèves, la liaison entre les mots d'ordre économiques et les mots d'ordre politiques, etc...

HOUDON FAIT DES DECOUVERTES - SES "SI" ET SES "MAIS".-

Mais Houdon et ses camarades nous reprochent de ne pas voir la différence de la situation entre 1944 et 1948. C'est grotesque. Si nous pensons que les différentes étapes se situent toutes dans les cadres d'une situation de crise révolutionnaire qui en détermine les aspects profonds, nous apprécions pleinement les aspects concrets particuliers à chaque étape. C'est si vrai que nous modifions en conséquence la stratégie et la tactique du Parti. Et c'est Houdon dont les conclusions auraient été tout aussi valables hier qu'aujourd'hui que nous reproche notre "vague" et notre "schématisme".

Cela se voit bien en ce qui concerne le problème du Front Unique. Nous constatons que l'échec des grèves de Nov-Décembre a donné l'initiative à la bourgeoisie, que la scission syndicale favorise cette bourgeoisie, que la politique des partis ouvriers oppose sur un terrain tout-à-fait faux les travailleurs des différentes tendances, que très souvent les luttes dans les entreprises sont menées par des catégories isolées, etc... Nous disons, pour préparer la contre-offensive, il faut ressouder l'unité du front prolétarien.

Houdon dit "je ne suis pas opposé au F.U. en principe mais... seulement au départ et avant tout; il y a déjà une conception différente du "principe" (I) Pour Houdon, (et il l'écrit en caractères gras) le F.U. "c'est l'arme dont il (le parti révolté.) dispose dans certaines conditions pour démasquer la trahison des organisations traditionnelles et convaincre les masses de la justesse de son programme" C'est là la conception de Zinoviev de la volaille à plumer. Pour ceux qui sont fidèles à l'enseignement de Trotsky, la stratégie du F.U., c'est d'abord, la réalisation de l'action commune de la classe ouvrière c'est la lutte pour la création des conditions propres à cette réalisation. Et c'est à travers la lutte pour le F.U., dans le F.U., l'opposition continuelle des méthodes des uns et des autres, l'explication à travers l'expérience de la supériorité des buts et des méthodes du parti révolutionnaire.

Quant aux "mais" de Houdon, ce sont pour la plupart les "mais" des ultra-gauches traditionnels.

I) Les propositions du Front Unique contribuent, paraît-il,

(I) "Amendement" N°4 sur quels mots d'ordre combattre ?

à maintenir des illusions dans les organisations traitres alors que justement la confiance dans ces organisations est en recul. Premier point : Nous savons qu'effectivement sur la base des échecs de Nov. Décembre et de toute une expérience la confiance des couches ouvrières importantes dans ses chefs est atteinte mais malgré cet état de fait l'élément dominant est la "stabilité" du rapport entre les organisations ouvrières, il n'y a pas de grands changements dans le rapport de forces entre les différentes organisations ouvrières. Bon mal gré, les chefs sont suivis. Second point : pour nous, lutter pour le F.U. des organisations ouvrières ne consiste pas à masquer les divergences bien au contraire" Ce que nous voulons, c'est faire comprendre notre refus de diviser la classe ouvrière en deux blocs, celui qui suit Washington, et celui qui suit Moscou... Si, face à l'offensive de la bourgeoisie les sociaux-démocrates et les staliniens divisent criminellement la classe ouvrière, c'est parce que leurs politiques sont fondamentalement fausses. Notre lutte pour le F.U. est inséparable de notre lutte pour les objectifs prolétariens, pour le programme prolétarien. Nous démontrons que ce sont les mêmes raisons qui font que les staliniens préconisent de faux objectifs et de faux mots d'ordre et qu'ils divisent face à l'offensive bourgeoise la classe ouvrière. De même pour les sociaux-démocrates" (Texte de la majorité du C.C.) Que l'on nous donne des exemples concrets de notre capitulation dans la "Vérité". Je crois bien au contraire que c'est au cours de la campagne pour l'unité du front prolétarien, que nous avons le plus fondamentalement critiqué la politique du PCF. Cela n'a pas dû être sans effets, puisque pour la première fois, depuis longtemps "France Nouvelle" a à trois reprises, nous a répondu politiquement.

2) Il faut qu'il y ait "aspiration à l'unité" sur la base d'"une expérience pratique". Or, pour les travailleurs, le grand problème est justement : comment frapper ensemble et ce, avec une direction qui ne nous entraîne pas sur une fausse voie. A cela nous répondons : en nous mettant d'accord quelle que soit notre tendance, sur un programme d'action immédiate, en créant les organismes de notre unité d'action, organismes qui, pour jouer leur rôle, doivent être pleinement démocratiques.

3) Il faut qu'il y ait "des mots d'ordre communs entre les diverses organisations du mouvement ouvrier" C'est complètement faux. Nous ne partons pas de l'existence de mots d'ordre communs aux différentes organisations, là serait le danger de confusionnisme politique, mais des intérêts communs aux ouvriers sociaux-démocrates, staliniens, anarchistes, trotskystes, etc...

4) Unité d'action à la base oui, aux sommets jamais. Argument maintes fois combattu par L. Trotsky dans sa polémique contre les staliniens ~~xxx~~ au temps du social-fascisme". Nous partons de la constatation que les ouvriers suivent leurs chefs. Malgré les divergences fondamentales, nous sommes pour, sur des points précis, l'action commune avec ces chefs traitres. Les propositions aux directions qui, en aucun cas, ne sont le centre de nos campagnes ou de nos efforts, sont des arguments supplémentaires pour notre campagne dans les entreprises et les quartiers. Nous disons aux ouvriers : vos chefs refusent ou se taisent, posez la question dans vos organisations (et effectivement dans les quelques cas où nous avons fait ce travail la discussion s'est engagée, et ceci est pour nous énorme, dans les organisations traditionnelles) ne devons-nous pas nous entendre malgré l'attitude de nos dirigeants.

5) Nous sommes "trop faibles" pour promouvoir une politique de F.U. A cela le texte pour le Congrès reprend "La politique du F.U. est parfois comprise comme s'exprimant uniquement dans les rapports d'organisation à organisation. C'est n'est qu'un aspect de la question. Le PCI adresse des propositions de Front Unique aux grandes organisations ouvrières en certaines occasions importantes pour montrer la voie que devaient suivre les organisations ouvrières et la classe ouvrière. En règle générale, étant donné que le PCI ne contrôle pas un secteur considérable de la classe ouvrière, ses propositions ne peuvent avoir qu'un aspect propagandiste... Aujourd'hui précisément, par ce que le PCI n'a pas de forces suffisantes dans la classe ouvrière, notre action doit surtout montrer que le RS, le PCF, la CGT la CGT-FO sont incapables d'entraîner sérieusement la classe ouvrière, et d'autre part que ces organisations refusent de s'entendre pour des objectifs communs ; car ils font passer leurs intérêts spécifiques, étrangers aux intérêts ouvriers avant ceux-ci".

6) Le texte conclut en définissant et en montrant la place des organisations de base. Nous conseillons aux camarades à ce sujet, de s'y reporter.

HOUDON CONCLUT

Nous n'avons pas la place de relever ici toutes les énormités et il y en a une quantité, que renferme l'"amendement" N° 2. Nous y apprenons que le stalinisme est "un des aspects du pourrissement des conditions objectives de la révolution" donc un phénomène quasi inévitable, que si le stalinisme est moins fort en Grande-Bretagne, c'est parce que ce pays "est entré relativement plus récemment dans la phase de décadence impérialiste" ce qui bouleverse toutes les conceptions que l'on avait jusqu'alors dans le mouvement ouvrier sur l'évolution par rapport à celle des impérialismes plus jeunes et plus vigoureux, comme l'impérialisme allemand avant 1940 par exemple. Si Houdon veut démontrer qu'en 1935 le stalinisme était fort en Allemagne et faible en Grande-Bretagne, parce que le capitalisme allemand était plus "décadent" que le capitalisme anglais, il devra se lever de bon matin. Nous apprenons aussi de cet amendement que le stalinisme est devenu un "facteur objectif". Nous apprenons encore que la conscience ouvrière "vieillit". C'est-à-dire une somme d'appréciations défaitistes quant à la situation dans la classe ouvrière dont Houdon devrait tirer des conclusions quant à notre action et à notre politique. Houdon ne le fait pas. Houdon n'apporte rien. Mais il demande sérieusement au Congrès de le suivre dans ses "~~xxxxxxx~~ conclusions", "il y a place pour un examen critique fructueux du programme transitoire. Le Congrès ~~xxxxx~~ dira à Houdon que ses conclusions sont un peu maigres et attendra avec intérêt cet "examen critique fructueux" fait par Houdon du programme transitoire.

HOUDON "AUTO-CRITIQUE" LES AUTRES.-

L'amendement N° 1 nous paraît se rapporter beaucoup plus à notre texte du rapport moral. Nous avons essayé d'y expliquer les difficultés du Parti. Nous cherchons vainement la réponse de Houdon. Mais s'il veut rechercher les erreurs passées nous lui posons deux questions : que pense-t-il aujourd'hui de son rôle "oui" au référendum

.../...

Que pense-t-il de la rupture faite dans la majorité par la "tendance" Marc oux. rupture qui a donné la majorité aux droitiers.

Quant au "terrorisme moral" qui règne dans le Parti, nous laissons le parti juge.

L'amendement N° 5 sur la conception du régime du Parti est lui aussi une somme d'erreurs qui montrent surtout une grande ignorance de ces problèmes souvent débattus dans le mouvement ouvrier. Nous y reviendrons au cours du Congrès.

EN CONCLUSION

Nous demandons au Parti de rejeter les amendements Houdon où ils n'apportent que la confusion, ou, lorsqu'ils expriment précisément des positions qui sont en contradiction avec la ligne du Parti. C'est la droite de Houdon de les défendre, mais c'est aussi le devoir de la majorité du C.C. d'appeler l'attention du Parti sur le fait qu'ils n'ont rien de commun avec la ligne qu'elle défend.

Juin 1948

MARIN

---:---:---:---:---

NOTE DU B.P. SUR LA TENDANCE GALLIENNE.-

Le B.P. avait convoqué les camarades Gallienne et Pennetier pour leur demander de préciser quelles étaient les intentions de leur tendance, étant donné que Munis, dont ils se déclarent politiquement solidaires, organisait une rupture dans l'Internationale et avait dans une tournée en province, préconisé la rupture avec l'Internationale.

En réponse, le camarade Gallienne expliqua que l'acceptation de la discipline dans l'organisation supposait pour une tendance comme la sienne :

1°) Qu'elle pouvait espérer un certain développement du parti, ce qui n'était plus le cas, en raison de la politique à l'égard du stalinisme et des méthodes organisationnelles du parti

2°) Qu'elle pouvait espérer rencontrer un écho dans le parti et s'y développer, ce qui était de moins en moins le cas dans le PCI tandis qu'il en était autrement dans les deux autres groupes "trotskystes" en France, avec lesquels sa tendance se sentait plus de contacts. Ils étaient impuissants à maintenir dans le parti leurs camarades de tendance. Ils tiendraient dans le parti jusqu'au prochain Congrès pour voir s'il n'y avait pas de réaction de la base contre les décisions du Congrès Mondial, sinon ils quitteraient le parti après le Congrès.

Les membres du B.P. ont fait observer à Gallienne :

I/ Que loin d'avoir agi bureaucratiquement envers qui que ce soit, la direction de l'Internationale et du parti font montre de beaucoup de tolérance, même envers des actes d'indiscipline caractérisés.

.../...

2/ Que toutes les tendances avaient et auront le droit de s'exprimer

3/ Que s'ils rompaient avec le parti et avec l'Internationale, ils seraient condamnés à disparaître politiquement

4/ Que la responsabilité de ce qu'ils allaient faire incombait totalement à eux seuls,

°
°

Le B.P. a décidé d'informer tous les membres du parti de cette entrevue, par la présente note.

Le 6.7.48

RESOLUTION DE LA CELLULE DE CLICHY
:--:~::~

I - Les grèves de Novembre et Décembre

- Les grèves de nov. et déc. 47 furent des grèves éminemment revendicatives deva t nécessairement éclater par suite de l'aggravation des conditions de vie de la classe ouvrière.

- Ces grèves furent caractérisées par une grande volonté combattive du prolétariat, et ceci est apparu clairement dans les boites où nos militants firent démarrer les mouvements revendicatifs sur la base de notre programme alors que les objectifs proposés par la CGT recuccillaient peu d'enthousiasme.

- Un des enseignements essentiels de cette période gréviste est la méfiance incontestable existant parmi une fraction importante de la classe ouvrière vis-à-vis de la politique stalinienne dont les zig-zag sont devenus flagrants. Ce refus d'entrer en grève pour ne pas servir de base de manoeuvre au stalinisme constitue une réaction saine qu'il faut interpréter comme un commencement de débordement du stalinisme.

- Ces grèves représentent le plus important mouvement revendicatif entrepris par la classe ouvrière depuis "la libération" et confirme l'analyse de la majorité actuelle caractérisant la période comme période de montée révolutionnaire.

II- Sur l'appréciation de la période après les Grèves de nov,déc. 47

- Les grèves de nov,déc. 47 n'ont pas modifié sensiblement le rapport de force existant entre la bourgeoisie et le prolétariat.

I°) Le prolétariat:

On peut affirmer que le prolétariat ne sort pas battu de ces grèves. La reprise du travail effectuée sans que les revendications soient satisfaites constitue un simple recul dont les responsables sont les jaunes réformistes et staliniens.

Il faut comprendre que si le prolétariat se trouve dans une position défensive (ce que personne ne conteste dans le Parti) celle-ci n'est pas historique c'est à dire venant par exemple après une écrasante défaite, mais simplement conjecturale, c'est à dire limitée dans le temps.

Il a, durant les grèves de nov. déc. démontré sa combativité remarquable sui s'oriente vers des objectifs révolutionnaires, ceux du P.C.I. et la démontre encore aujourd'hui en déclanchant des mouvements partiels et limités pour la levée des sanctions, pour l'application des arrêtés sur les salaires et pour de nouvelles augmentations. etc... (mineurs de fer de Lorraine, métallos de Fécamp et de Marseille, MORANE etc...) il est persuadé ainsi que le lui ont dit les bonzes, qu'il ne s'agit que d'une trêve préparant les combats de demain.

2°) La bourgeoisie

voit son régime agonisant plus fortement ébranlé encore après les grèves. Quoiqu'ayant pris l'offensive dans certains endroits, elle a montré la faiblesse de son appareil coercitif. Durant les grèves elle a pu opposer une partie de son intransigeance dans le fait que F.O. s'opposait aux mouvements revendicatifs et que les staliniens dirigeaient les luttes sur une voie de garage. Et il est certain qu'une

grève générale organisée l'aurait rapidement contraint à capituler. Elle essaie de consolider son régime à l'aide de mesures rigoureuses contre les classes moyennes et la classe ouvrière et en faisant appel à l'aide américaine. Elle ne juge pas encore utile d'employer la solution forte et de s'orienter sur la prétendue 3^e Force. Dans "Le Monde" du 15-2-48, Jacques FAUVET, après avoir reconnu l'inexistence de la 3^e Force, constate mélancoliquement qu'aucune autre solution n'est possible en dehors du maintien du gouvernement actuel.

3°) Le stalinisme :
n'a pas modifié essentiellement sa politique de collaboration de classes. En fonction de la tension entre l'impérialisme américain et la bureaucratie soviétique, le P.C.F. raidit son attitude sur le plan parlementaire, sur le plan stratégique manœuvre de la classe ouvrière mais non sur le plan de la lutte des classes. Son attitude dès le début des grèves de nov; dec. 47 a été très claire, malgré quelques hésitations tactiques.

Son souci essentiel était alors de limiter la portée du mouvement notamment en lui fixant des objectifs dérisoires, d'éviter à tout prix le déclenchement de la grève générale, de fractionner les mouvements en faisant reprendre le travail dans les boîtes ayant obtenu satisfaction.

Et malgré le radicalisme verbal qu'il affiche actuellement, son but reste le retour des ministres staliniens au gouvernement, ainsi qu'en font foi les récents articles de CARREL et de COGNROT dans "L'Humanité" et les procès verbaux des réunions du B.P. du P.C.F.

L'Attitude de la CGT au Conseil Economique semble confirmer notre point de vue, car en posant le problème des revendications sous la forme baisse des prix ou hausse des salaires, elle ouvre la voie à un compromis entre la bourgeoisie et le stalinisme.

III - La politique du Parti

1°) La propagande - L'agitation
La propagande doit elle prendre le pas sur l'agitation ? Il est encore trop tôt pour tracer nettement les limites de chaque domaine; mais la situation actuellement éminemment instable permet d'affirmer que certains mots d'ordre propagandistes devront rapidement se transposer sur le plan agitatif.

2°) Le programme revendicatif
Le programme revendicatif mis en avant par le Parti est juste. Nos militants participant activement aux grèves de nov. dec. 47 ont pu constater qu'il recueillait l'approbation des éléments d'avant-garde.

a) Minimum vital : Chiffre pour dénoncer le taux ridicule réclamé par la CGT

b) échelle mobile des salaires : pour la garantie du pouvoir d'achat

c) échelle mobile des heures de travail : Contre le chômage, fait son application dans certains secteurs de l'économie.

d) contrôle ouvrier sur la production : permettant de dévoiler les super-
----- bénéfiques des entreprises capi-
talistes et d'entreprendre une véritable bataille des prix. Ce mot d'ordre
devra également être mis en avant pour lutter contre le chômage, car
il posera les jalons d'une gestion ouvrière de la production et permet-
tra de dénoncer le chômage comme une destarés inhérente au régime capi-
taliste.

De jour en jour ce programme sera appelé à éveiller un grand
écho dans la classe ouvrière, les mesures de sauvetage du capitalisme
ayant fait définitivement faillite aux yeux des éléments les plus cons-
cients du prolétariat (le langage et l'attitude gauchiste des stali-
niens depuis mai 47 ont été déterminés par l'aggravation de la tension
entre l'impérialisme américain et la bureaucratie soviétique, mais la
poussée et le désir d'action de la classe ouvrière française ont aussi
dans une certaine mesure nécessité ce gauchisme). Nous pensons qu'il
est juste de riposter à l'offensive patronale en prenant position :

- contre la suppression du salaire garanti
- contre l'----- des temps.

Mais nous ne croyons pas possible de concentrer l'activité du Parti
sur ces objectifs. Devant la faillite éclatante des diverses solutions
de replâtrage du capitalisme, notre programme revendicatif s'avèrera
comme le seul capable de mobiliser la classe ouvrière. Nous devons
insister sur le caractère transitoire de ce programme et expliquer
clairement que seul le socialisme imposé par la révolution prolétari-
enne résoudra les contradictions du capitalisme pourrissant.

La greve générale : Le mot d'ordre de greve générale doit faire partie
----- sur le plan agitatif peut
s'imposer à brefs délais. Les grèves de nov. dec. ont démontré que la
nécessité d'une greve générale était profondément ressentie par le pro-
létariat; et il est certain qu'après le relatif échec de nov. dec. 47
la classe ouvrière saisira l'inanité des grèves partielles et même des
mouvements de plus ~~XXXXXXXX~~ large ampleur, mais déclanchés sur des reve-
vendications dérisoires.

Nous devons, dans "La Vérité", dans les entreprises, insister sur
le fait que les grèves de nov. dec. 47 n'ont rien réglé et qu'il faudra
à brève échéance recourir à la greve générale menée sur nos objectifs
et jusqu'à la victoire.

Il y a donc lieu de mener une propagande générale sur ce mot d'ore-
dre. Et il nous semble étonnant de voir dans "La Vérité" N° 210 FRANK
parler "des prochaines batailles que tout le monde sent poindre" et MAR-
SAN écrire: "les travailleurs pour défendre leur pouvoir d'achat, vont
être à nouveau obligés de s'engager dans l'action", sans expliquer
nettement que ces luttes prochaines devront aller jusqu'à la greve géné-
rale pour être victorieuses.

3°) Le Front Unique

Rappelons la formule lapidaire caractérisant le Front Unique : Marcher
séparément, frapper ensemble. Il est indispensable de définir claire-
ment le Front Unique et l'Unité d'action.

a) Le Front Unique : représente au premier chef une nécessité histo-
----- riquement politique, en cas par exemple de mena-
de fascisme précises qui déclenchent un appel au mot d'ordre lancé
par le Parti révolutionnaire.

Il est évident que le Front Unique ne peut se faire que sur un programme précis, cohérent, ne diminuant aucunement la critique systématique de la politique des organisations ouvrières; programme révolutionnaire, intransigeant sur les principes politiques, les buts à atteindre, les méthodes de lutte, posant des problèmes politiques aigus à l'échelle nationale.

b) Unité d'action : Par contre possède un caractère conjoncturel et se réalise sur des objectifs limités pouvant garder un aspect strictement économique, ou présentant un aspect politique réduit.

En fonction de ces brèves définitions nous posons la question La situation politique actuelle rend-elle le Front Unique indispensable exige-t-elle sa réalisation immédiate ? Nous répondons Non. Sur quels objectifs pourrions nous réaliser ce Front Unique ? sur les objectifs limités énoncés par le Parti tels que : l'abrogation des lois accélératrices, la levée des sanctions pour faits de grève, le rappel des mobilisés ? Poser la question c'est y répondre. De tels objectifs ne justifient en rien une politique de Front Unique. Par contre l'Unité d'action nous paraît parfaitement appropriée à la conjoncture politique, et serait capable à l'échelle de l'entreprise, de la localité, voir de la région, de mobiliser les travailleurs pour :

- la levée des sanctions pour faits de grève
- l'échelle mobile
- la dispersion des réunions R.P.F.

Il est évident que la réalisation de l'Unité d'Action n'est pas une simple affirmation de principe, mais le fruit d'un travail patient et concret des militants du Parti, elle prendra toute sa valeur et son efficacité dans la lutte gréviste et révolutionnaire. Cette unité d'action trouvera un grand écho après les grèves de nov. déc. 47, dans l'avant garde de la classe ouvrière. Aussi il est urgent pour le Parti de prendre nettement position pour l'unité d'action et de mettre fin aux hésitations de "La Vérité", reflétant les hésitations de la politique du Parti sur ce problème et appelant tantôt au Front Unique

d'une façon bureaucratique ("Vérité" N° 199 du 5-12-47) par propositions aux directions traditionnelles sans insister sur le rôle déterminant et essentiel de la base, tantôt au Front unique de tous les travailleurs ("Vérité" N° 200 du 12-12-47), tantôt à l'unité d'action ("Vérité" N° 205 du 30-1-48)

L'exemple de Toulouse où s'est réalisée l'unité d'action entre le P.C.F., la S.G.T., et le P.C.T. pour la libération immédiate de Tran Ngoc Danh et des travailleurs vietnamiens emprisonnés nous renforce dans notre point de vue et apporte la preuve qu'une propagande systématique pour l'unité d'action ouvrière sur tel ou tel objectif précis et déterminé apparaît rapidement positive.

4°) Le gouvernement ouvrier et paysan

Les grèves de nov. déc. 47 ont discrédité aux yeux du prolétariat le gouvernement SCHUMAN-MOCH à la solde du capitalisme. Et chaque jour dresse plus violemment la classe ouvrière contre ce gouvernement bourgeois. Le Parti doit mener une propagande générale pour le gouvernement ouvrier et paysan en opposition aux stalinien qui présentent leur retour aux postes ministériels comme la panacée suprême devant résoudre les problèmes du capitalisme agonisant, et nous nous étonnons

de lire sous la plume de FRANK dans le N° 210 de "La Vérité": "Il n'est pas question de THOREZ au pouvoir ni d'un gouvernement démocratique". Cette affirmation est absolument contraire à la réalité: Depuis plusieurs semaines "L'Humanité", le B.P. du P.C.F. réclament systématiquement la formation d'un gouvernement démocratique dans lequel le P.C.F. jouera un rôle déterminant. Trois années de collaboration négative aux différents gouvernements bourgeois, doivent rendre accessible aux militants de base du P.C.F. notre propagande pour le gouvernement ouvrier et paysan en opposition à tout gouvernement de collaboration de classes

5°) La délimitation vis à vis des organisations ouvrières
La délimitation vis à vis des organisations ouvrières traditionnelles de la classe ouvrière doit retenir toute l'attention de la direction du Parti et faire l'objet d'une stratégie et d'une tactique particulières, plus spécialement en face du stalinisme. Nous avons le regret de constater que depuis le IV° Congrès, la direction du Parti s'est dangereusement engagée dans la voie suivie par l'ex-majorité et qui était celle d'une adaptation au stalinisme. Il est indispensable d'être intransigeant dans le domaine de la délimitation car c'est seulement en fonction de cette intransigeance et d'une dénonciation énergique de la trahison des organisations traditionnelles que les éléments conscients de cette trahison rejoindront les rangs du Parti révolutionnaire.

La cellule a, en son temps, dans une résolution du 5 déc. 47 critiqué le tract diffusé par le Parti durant les grèves de nov. déc. 47. La nécessité d'atténuer notre délimitation critique vis à vis du stalinisme pendant cette période de lutte semble avoir profondément influé sur le contenu du dit tract. Cet espèce d'opportunisme tactique nous amène à penser que pour la direction du Parti la délimitation présente simplement un caractère conjecturel, alors qu'en fait cette délimitation ne peut être efficace et concrète qu'en se plaçant sur le plan historique. Il faut pour cela insister sur le fait que la politique du stalinisme à l'échelle mondiale est directement subordonnée à la bureaucratie du Kremlin.

Nous rappellerons lorsque cela sera nécessaire la trahison de la révolution chinoise de 1927, la trahison de la révolution espagnole de 1936, nous dénoncerons la politique aventuriste de la 3° période qui a frayé la voie au fascisme allemand. Et si aujourd'hui le P.C.F. emploie un langage gauchiste, soutient même certaine action de masses cela ne doit en aucun cas nous empêcher de dévoiler les causes de cette nouvelle orientation, qui réside essentiellement dans l'exacerbation de l'antagonisme URSS - USA. Certes les staliniens raidissent leur attitude sur le plan parlementaire (DUCLOS déclarant à la Chambre "On ne frappera les riches que lorsque les communistes seront au pouvoir."), COSTES débite des phrases révolutionnaires à Neuves-Maisons. Le C.C. du P.C.F. insiste sur la prépondérance de l'action des masses. Mais les solutions qu'ils proposent sont à l'antipode de ces violences verbales et c'est ici que doit intervenir la délimitation en dénonçant ces solutions de collaboration de classes, telles que le retour du P.C.F. au gouvernement. Nous mettons en opposition leur politique suivie depuis la "libération", dont la collaboration avec la bourgeoisie constitue le pivot, et la politique qu'ils défendent depuis mai 47 date de leur exclusion du gouvernement. Nous pourrions de cette façon

dire aux militants de base du P.C.F. : "Ne faites pas confiance à vos dirigeants, souvenez vous des voltes faces qu'ils effectuent depuis 20 ans et qui n'ont rien de commun avec la défense des intérêts du prolétariat." Il est effarant par exemple de voir FRANK écrire dans le N° 209 de "La Vérité": "Sur les positions de départ, nous nous trouvons aujourd'hui en grande partie en accord avec le P.C.F." Ah bien Non! Sur les positions de départ nous ne sommes aucunement en accord avec le P.C.F.. Celui-ci appelle les masses laborieuses à la résistance contre la politique gouvernementale, mais en fonction de quoi, pour atteindre quel but, et par quels moyens? En fonction de la politique pro-américaine de la bourgeoisie française, de la menace que constitue pour la bureaucratie soviétique la réalisation du plan MARSHALL. Les buts visés par cette opposition? Le retour des ministres staliniens au gouvernement, redorer un blason terni par 3 années de collaboration de classes, recueillir aux élections les voix des petits bourgeois déçus et celle des patrons anti-américains. Les moyens de mener à bien cette opposition? L'action directe (ce qui reste encore à prouver) canalisée domestiquée, n'allant en tous cas jamais jusqu'à la grève générale, les délégations auprès des services ministériels mobilisant les masses sur des objectifs dérisoires.

Y-a-t-il là quelque chose de commun avec le programme du P.C.I.
Non.

Nous nous opposons à la politique gouvernementale en fonction des intérêts de classe du prolétariat, parceque cette politique n'est qu'un aspect de l'antagonisme historique entre la bourgeoisie et le prolétariat. Nous ne disons pas avec les staliniens : "Nous sommes contre le gouvernement parcequ'il obéit à l'impérialisme américain", nous refusons de nous laisser enfermer dans le faux dilemme : avec l'URRS ou avec les USA, et nous répondons : "Nous sommes avec le prolétariat contre la bourgeoisie" Ne s nous opposons à la politique gouvernementale pour imposer par l'action révolutionnaire un gouvernement ouvrier et paysan, première étape sur la voie d'une organisation communiste de la production et du renversement du système capitaliste et nous appelons la classe ouvrière à l'action directe et à la grève générale sur des objectifs révolutionnaires de lutte de classes, posant dans le déroulement du combat le problème éminemment politique du pouvoir.

En ce qui concerne le réformisme, notre critique est très nettement insuffisante et garde un aspect théorique trop général. La direction du Parti semble croire que la social-démocratie est définitivement discréditée aux yeux du prolétariat et qu'il n'est pas utile de dénoncer son rôle de soutien du capitalisme. Certes la II^e Internationale a trahi les intérêts de la classe ouvrière bien avant la III^e Internationale, et la prise de conscience de cette trahison par les éléments les plus avancés du prolétariat a donné naissance à la III^e Internationale; mais il existe encore un nombre relativement important d'ouvriers qui garde leur confiance au Parti Socialiste; aussi est-il indispensable de s'attacher sérieusement à la critique impitoyable de la politique réformiste. Il faut entre autre dénoncer la démagogie forcenée de la S.F.I.O. dont la politique réactionnaire est dirigée directement contre la classe ouvrière et dont l'organe central "Le Populaire", laisse croire que les ministres et députés socialistes sont les meilleurs défenseurs du prolétariat.

IV La situation syndicale : L'évènement le plus important sur le plan syndical durant ces derniers mois est la scission. Il ne s'agit pas de se leurrer, cette scission représente un rude coup porté à la classe ouvrière. Il serait également faux de sombrer dans un pessimisme exagéré et de qualifier de défaite du prolétariat cet état de fait. Si il est incontestable que cette scission ait été voulu et préparé par la bourgeoisie, elle n'aurait pas été provoquée en l'absence d'un mécontentement réel de nombreux syndiqués en face de l'inféodation totale des majoritaires confédéraux au stalinisme. On peut donc dire que Force Ouvrière doit une partie de son influence à la réaction saine de nombreux ouvriers honnêtes et sincères, dégoutés des zig-zag incessants des staliniens du Bureau Confédéral. D'ailleurs la bourgeoisie en fomentant cette scission avec l'aide des réformistes de la GGT semble avoir conscience du potentiel révolutionnaire qui anime les syndiqués de F.O., car elle sait pouvoir compter sur JOUHÂUX et ses larbins émasculer et réduire à néant cette combattivité. Le Parti prend évidemment position contre la scission en dénonçant à la fois le rôle de laquais de la bourgeoisie joué par les réformistes et la politique de collaboration de classe des majoritaires confédéraux qui a rendu possible cette scission. Nous devons, dans toutes les boites où nous avons de l'influence lutter pour l'unité d'action sur les objectifs définis plus haut (chap. III) posant ainsi les conditions d'une réunification syndicale. On peut toutefois dire, sans faire preuve d'un pessimisme exagéré que l'unité syndicale ne répond pas entièrement à un désir essentiel de la classe ouvrière. Il est courant en effet d'entendre des militants de base du PCF déclarer: "Nous sommes maintenant entre nous, ça va marcher." et des syndiqués de F.O. affirmer: "La scission s'imp sait et nous ne tenons pas à réunifier la GGT pour servir à nouveau de base de manoeuvre aux Communistes". C'est seulement dans les prochaines luttes et après quelques défaites dues à la division que les ouvriers apprécieront la valeur de cette unité syndicale, surtout lorsque ceux qui ont rejoint F.O. auront pu constater dans les combats la trahison de leur Centrale qui, cela est quasi certain, tentera par tous les moyens de saboter et de freiner les mouvements revendicatifs. Nous pensons avec la direction du Parti que FRONT OUVRIER doit céder la place à une tendance plus large regroupant les syndicalistes révolutionnaires décidés à se battre sur un programme de lutte de classes. Il est clair qu'à l'intérieur de cette tendance les trotskystes se montreront les éléments les plus conscients et les plus dynamiques et qu'ils mettront tout en oeuvre pour conquérir la direction afin d'impulser et de réaliser le programme revendicatif du Parti et de travailler à la réunification du mouvement syndical.

V- Le Gaullisme : Le danger gaulliste, quoique n'étant pas encore cristallisé sous la forme fasciste doit retenir l'attention du Parti qui luttera contre lui sur le plan physique par l'unité d'action locale avec les organisations ouvrières, sur le plan politique, nous dévoilerons son rôle de soutien du capitalisme. Nous nous servirons des expériences allemandes et italiennes pour démasquer ce rôle et mettre en garde les ouvriers et la petite-bourgeoisie contre la démagogie fasciste. Nous dénoncerons la politique de trahison des organisations ouvrières qui en refusant de faire appel à l'action des masses préparent le lit du fascisme. A l'étape actuelle où la combattivité du prolétariat est encore grande, il y a lieu de comprendre que la riposte aux tentatives de regroupement fasciste passe essentiellement par le déclenchement de luttes victorieuses.

Le 5-3-48

ADOPTÉE par 5 voix contre 1. Nous demandons l'insertion de cette résolution au B.I.